

TRANSHUMANCE INFORMELLE ET ZONES GRISES : RECOMPOSITIONS GÉOPOLITIQUES DANS LE NORD-OUEST CENTRAFRICAIN

Firmin MBOKOLET

mbokoletfirmin@gmail.com

Guy-Florent ANKOGUI-M'POKO

ankogui@yahoo.fr

Université de Bangui

Submitted : 2026-05-05

valued : 2026-05-20

validated : 2026-06-04

Résumé : Cet article analyse la transhumance transfrontalière dans le nord-ouest de la République centrafricaine (triangle Kouï-Niem-Yéléwa-Gaudrot), zone de gouvernance hybride où s'articulent autorités coutumières, milices armées et réseaux marchands. Adoptant une approche mixte, l'étude combine l'imagerie satellitaire Landsat-8/9 (2023–2025) et une enquête ethnographique auprès des pasteurs Mbororo, incluant les éleveuses de la filière laitière (*Kossam*). Les données Landsat révèlent un effondrement précoce de la biomasse et un stress hydrique aigu, multiplicateurs de menaces qui contraignent les éleveurs vers des corridors militarisés. Loin de toute anomie, ces espaces intègrent un système prévisible d'extraction fiscale informelle générant une rente annuelle de 1,44 milliard de FCFA. L'analyse de genre démontre que l'économie invisible des femmes subventionne ce racket masculin par accumulation par dépossession. Face à cette prédation, l'article préconise un réalisme pragmatique : confier la gestion des nouveaux forages solaires aux Ardos (chefs coutumiers) et sécuriser les revenus des productrices via des transferts financiers hybrides (« phygitaux »).

Mots-clés : Transhumance, République centrafricaine, Landsat, Gouvernance hybride, Genre, Rente de protection.

Abstract: This article analyzes cross-border transhumance in northwestern Central African Republic (the Kouï-Niem-Yéléwa-Gaudrot triangle), a hybrid governance zone where customary authorities, armed militias, and merchant networks intersect. Adopting a mixed-methods approach, the study combines Landsat-8/9 satellite imagery (2023–2025) with an ethnographic survey among Mbororo pastoralists, including women from the dairy sector (*Kossam*). Landsat data reveal premature biomass collapse and acute water stress, acting as threat multipliers that force herders into militarized corridors. Far from reflecting mere anomie, these spaces integrate a predictable informal fiscal extraction system generating an annual rent of 1.44 billion CFA francs. A gendered analysis demonstrates that women's invisible economy indirectly subsidizes this male protection racket through accumulation by dispossession. To counter this predation, the article advocates for pragmatic realism: entrusting the management of new solar-powered boreholes to the Ardos (traditional chiefs) and securing female producers' income through hybrid digital and physical ("phygital") financial transfer mechanisms.

Keywords: Transhumance, Central African Republic, Landsat, Hybrid governance, Gender, Protection racket.

INTRODUCTION :

Dans les espaces périphériques des États post-conflit, la trajectoire de l'autorité publique ne répond que rarement aux modèles linéaires de faillite ou de restauration institutionnelle. Elle se recompose plutôt sous la forme de configurations de pouvoir fragmentées, où des acteurs étatiques résiduels, des chefs coutumiers et des entrepreneurs de la violence s'articulent pour produire un ordre politique local. Ce phénomène, théorisé sous le concept de « gouvernance hybride » ou « d'institutions crépusculaires », est particulièrement saillant dans les marges frontalières de la République centrafricaine (RCA). Dans ces zones de faible intensité étatique, les ressources naturelles ne sont pas seulement des facteurs de subsistance, mais s'inscrivent au cœur d'une économie politique de la prédation et de la négociation constante. Le nord-ouest centrafricain, à la confluence des frontières tchadienne et camerounaise, fonctionne ainsi comme un laboratoire à ciel ouvert de ces souverainetés relationnelles mobiles.

Le nexus entre variabilité climatique et insécurité s'y manifeste de façon aiguë à travers les mutations de la transhumance transfrontalière. L'effondrement des structures formelles de régulation agro-pastorale a laissé place à une informalité hautement organisée le long des corridors de transit. D'une part, les dynamiques biophysiques contemporaines — marquées par des anomalies négatives de la biomasse et un stress hydrique précoce au moment du basculement saisonnier — contraignent les pasteurs à modifier leurs trajectoires historiques et à s'engouffrer dans de véritables goulots d'étranglement territoriaux. D'autre part, cette vulnérabilité environnementale est immédiatement capitalisée par des groupes armés non étatiques, à l'instar de l'ex-3R et du MPC, qui convertissent le contrôle physique des points de passage et des ressources hydriques en une rente financière hautement lucrative. Cette fiscalité parallèle affecte de manière asymétrique les structures sociales, pénalisant l'économie laitière traditionnelle (*Kossam*) gérée par les éleveuses Mbororo, dont les revenus font l'objet d'une double captation par les milices routières et les intermédiaires masculins.

Dès lors, une question centrale émerge : comment les variations environnementales et l'extraction de rentes par les acteurs hybrides de pouvoir reconfigurent-elles les rapports de force et la vulnérabilité des communautés pastorales dans les corridors du nord-ouest centrafricain ? L'hypothèse directrice de ce travail soutient que le stress biophysique, loin d'engendrer un conflit mécanique pour les ressources, agit comme un amplificateur d'opportunités pour les structures de pouvoir hybrides. Celles-ci routinisent une gouvernance

par le racket, exigeant des réponses opérationnelles qui s'adossent de façon pragmatique à cet ordre parallèle plutôt que d'attendre un retour hypothétique de l'État légal-rationnel.

Pour vérifier cette hypothèse, cet article s'organise autour de trois articulations majeures. Après avoir exposé l'approche méthodologique mixte combinant l'ethnographie politique et la télédétection spatiale, la première section cartographiera l'économie politique de la prédation en quantifiant les flux financiers et environnementaux qui figent le triangle Kouï-Niem-Yéléwa-Gaudrot. La deuxième section analysera l'impact intersectionnel de cette gouvernance crépusculaire, en mettant en lumière la spoliation spécifique de l'économie laitière féminine aux barrières de contrôle. Enfin, la dernière section proposera une refonte des pistes d'action opérationnelles, démontrant l'urgence de contractualiser avec les institutions coutumières et numériques existantes pour stabiliser ce corridor sous l'angle du réalisme pragmatique.

1. Matériels et méthodes

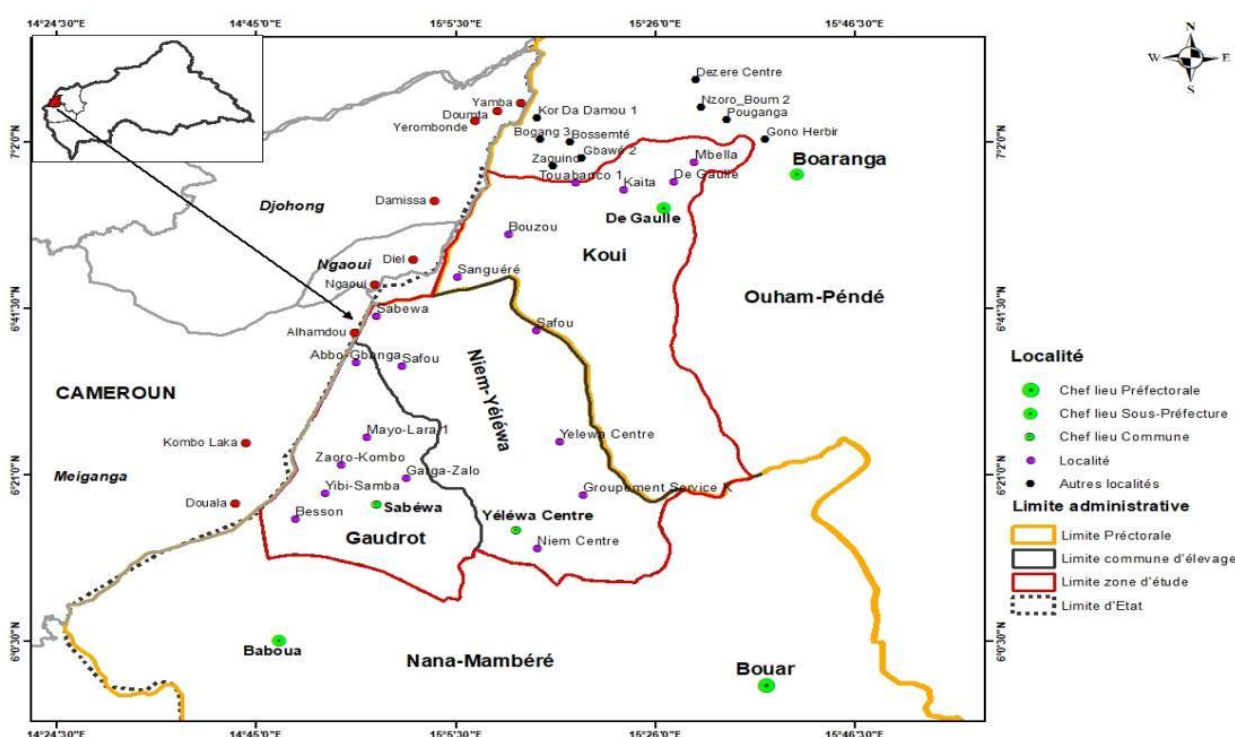
Cette étude adopte une approche qualitative ancrée dans la géographie sociale et politique, enrichie par l'analyse des données de vulnérabilité environnementale et humaine. Le protocole méthodologique combine des techniques d'enquêtes empiriques classiques et des outils de spatialisation participative afin de saisir les logiques de circulation et de contrôle dans un contexte post-conflit.

1.1. Cadre spatial et échantillonnage

L'investigation empirique s'est déroulée au sein des espaces frontaliers du nord-ouest centrafricain, ciblant principalement les préfectures de l'Ouham-Péndé et de la Nana-Mambéré. Les communes de Kouï, Niem-Yéléwa et Gaudrot ont été sélectionnées en raison de leur position stratégique sur les corridors connectant la RCA au Tchad et au Cameroun. La constitution de l'échantillon s'est heurtée à la volatilité sécuritaire et à la rétraction des structures administratives étatiques. Pour contourner ces barrières, la recherche a mobilisé un échantillonnage non probabiliste raisonné, complété par la technique de choix raisonné et de réseaux. Un panel de base de 102 informateurs clés a été structuré pour cartographier l'ordre parallèle local. Ce groupe se compose de 12 autorités administratives résiduelles, 18 chefs de villages sédentaires, 22 chefs de campements pastoraux (Ardos), 20 commerçants de bétail, 14 collecteurs de taxes routières rattachés aux groupes armés, et 16 leaders d'associations locales. Pour corriger les biais d'invisibilisation des dynamiques de genre, ce panel a été complété par une enquête ciblée auprès des productrices de lait (*Kossam*). L'organisation de 6 focus groups

non mixtes a permis de recueillir la parole de 60 éleveuses de la communauté Mbororo, soit 10 participantes par session collective, réparties à raison de deux focus groups par municipalité. En raison des contraintes déontologiques et de sécurité physique, les chefs militaires et combattants actifs des mouvements ex-3R et MPC n'ont pas fait l'objet d'entretiens directs. Leurs stratégies et modes d'implantation spatiale ont été documentés par l'observation indirecte aux points de contrôle et par une triangulation systématique avec les données de sécurité de la MINUSCA.

Carte 1 : Présentation de la zone d'étude



Source : Données administratives et cartographiques (IGC / OCHA).

Réalisation : F. Mbokolet, 2026

1.2. Collecte et triangulation des données

Les campagnes d'investigation se sont déroulées de manière longitudinale continue sur une période de vingt-quatre mois, couvrant deux cycles complets de transhumance saisonnière entre 2023 et 2025. Les données qualitatives primaires proviennent de 42 entretiens semi-directifs approfondis conduits auprès des autorités et des représentants coutumiers, adossés à des ateliers de cartographie participative où les éleveurs ont spatialisé leurs itinéraires réels, les barrières

routières et les couloirs de contournement. L'observation participante menée sur les marchés de bétail et aux stations de transit a permis de documenter les routines transactionnelles et les formes de résistance des pasteurs face aux agents extorsionnaires. Pour objectiver précisément le stress écologique du couvert végétal nord-ouest centrafricain, l'étude exploite l'imagerie satellitaire Landsat-8 et Landsat-9 (NASA/USGS). Les séries temporelles de l'Indice de Végétation par Différence Normalisée (NDVI) acquises sur la période 2023–2025 permettent de cartographier les anomalies de productivité primaire. Les capteurs opérationnels de Landsat discriminent les variations saisonnières de la biomasse et identifient le dessèchement des points d'eau pastoraux le long de la frontière tchado-centrafricaine. Ces données de télédétection ont été croisées avec les rapports hydrologiques de la Direction générale de l'hydraulique de la RCA et les alertes du système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR). Enfin, l'évaluation statistique de la rente financière extraite par les structures hybrides s'appuie sur une modélisation mathématique déductive. Pour corriger l'opacité des flux, un coefficient de friction sécuritaire et d'évitement de 15 % a été intégré, modélisant la proportion de pasteurs contournant les péages ou négociant des exemptions. La formule combine le flux hebdomadaire moyen de bovins, les 24 semaines de saison sèche active et le coût unitaire médian du droit de passage. La validité externe de ces projections économiques et des données géospatiales a fait l'objet d'une triangulation rigoureuse auprès d'agences internationales opérant en République centrafricaine, notamment la section des Affaires Politiques de la MINUSCA, le Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'OIM, le PAM et l'UNFPA.

2. Résultats et discussion : la morphologie des ordres hybrides

L'analyse de l'espace frontalier Kouï-Niem-Yéléwa-Gaudrot démontre que la rétraction des administrations régaliennes de l'État centrafricain ne produit pas de l'anarchie, mais donne naissance à une gouvernance hybride hautement structurée. Conformément aux apports théoriques sur les « institutions crépusculaires » (Lund, 2006) et les « arènes locales » (Bierschenk et Olivier de Sardan, 2014), les acteurs non étatiques réinventent un ordre public de substitution.

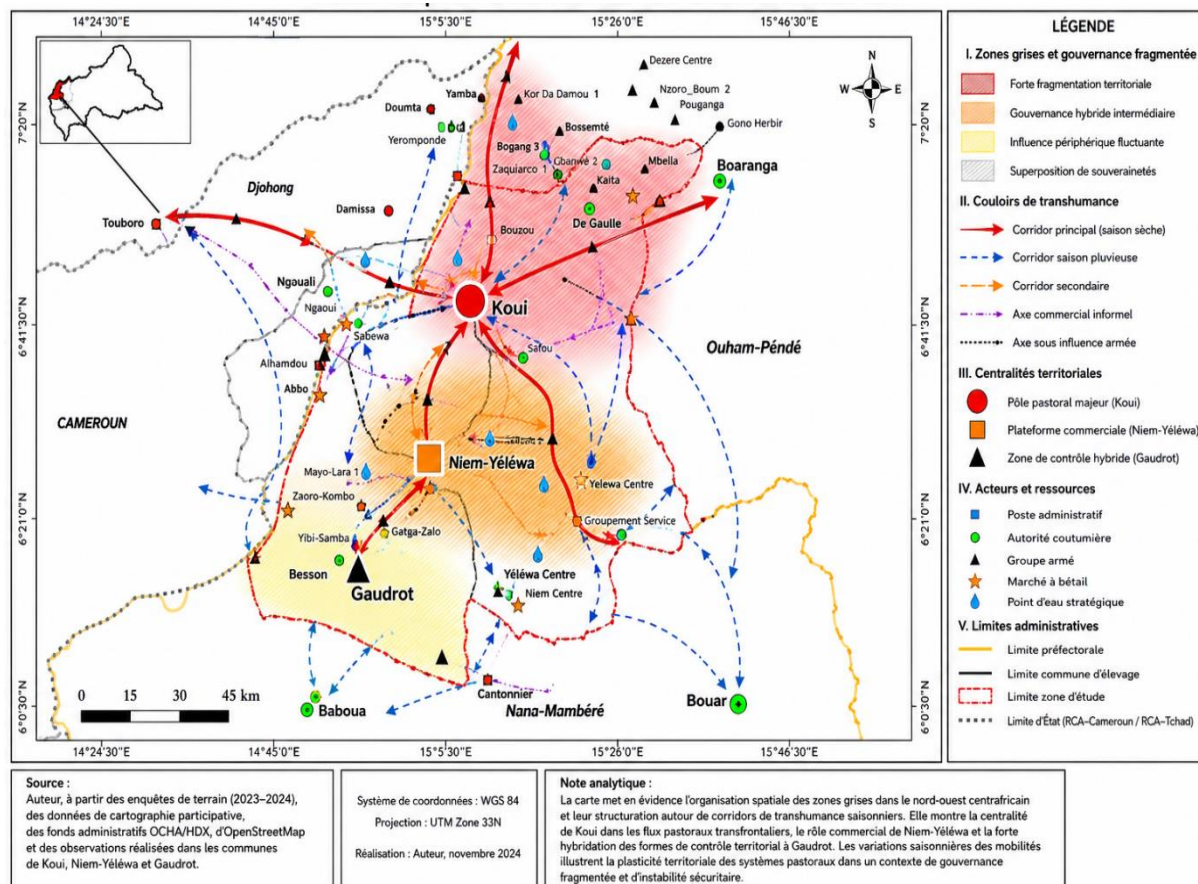
2.1. Le nexus climat-sécurité et la souveraineté relationnelle

L'analyse géographique met en évidence une typologie fonctionnelle des trois localités étudiées, fortement corrélée aux cycles pastoraux et climatiques. Kouï s'impose comme le nœud

géostratégique central et carrefour de convergence. Niem-Yéléwa fait office de plateforme d'intermédiation commerciale et de structuration des marchés. Gaudrot présente une morphologie enclavée et fortement militarisée, caractérisée par un contrôle tacite des ex-3R et du MPC sur les droits de passage. Cette cohabitation armée à Gaudrot ne dissimule pas moins une rivalité géopolitique et économique féroce pour le contrôle exclusif de la rente de transhumance. Si l'ex-3R et le MPC partagent une opposition historique commune face à la restauration de l'autorité de l'État, leurs ancrages territoriaux et sociologiques diffèrent radicalement, créant une superposition conflictuelle de souverainetés périphériques (Lombard, 2013). L'ex-3R, historiquement structuré autour de la défense des éleveurs nomades Peuls et Mbororo, perçoit le Nord-Ouest comme son sanctuaire naturel et une infrastructure financière vitale pour la survie de ses troupes (Vircoulon, 2021). À l'inverse, le MPC, issu des factions de l'ex-Séléka, tire sa légitimité de réseaux marchands sédentaires et transfrontaliers, et cherche à sanctuariser des corridors d'exportation marchande vers le Tchad. Il en résulte une territorialisation fragmentée où la démarcation ne suit pas des frontières linéaires, mais des goulots d'étranglement mobiles (Chauvin, 2018) : l'ex-3R exerce sa prédation sur les zones de pâturage et le cheptel vif sur pied, tandis que le MPC se focalise sur les axes routiers et les marchés de transit. Les frictions entre ces deux mouvements s'intensifient à mesure que le stress climatique réduit l'espace pastoral disponible, transformant les zones d'évitement en arènes de confrontation directe pour la captation de la taxe de passage (Benjaminsen et al., 2012).

Ces territorialités font preuve d'une grande plasticité géopolitique, dictée par des mutations environnementales structurelles. L'intensification des sécheresses et l'imprévisibilité de la pluviométrie provoquent un tarissement précoce des points d'eau. Ce stress hydrique contraint les pasteurs Mbororo à amorcer une descente vers le Sud de plus en plus précoce (dès le mois d'octobre). Les traitements Landsat révèlent un effondrement de la biomasse fourragère dès le début de la saison sèche. Les anomalies NDVI issues de Landsat-8 et Landsat-9 confirment une baisse drastique de productivité végétale dans le corridor de Niem-Yéléwa, contraignant les Mbororo à modifier leurs trajectoires. L'imagerie démontre que les transhumants ne subissent pas seulement un impératif sécuritaire, mais répondent d'abord à un signal de dégradation biophysique profond.

Carte 2 - Zones grises et dynamiques saisonnières des couloirs de transhumance dans les espaces transfrontaliers du nord-ouest de la RCA



Cette modification des itinéraires historiques entraîne une friction spatiale majeure. Les troupeaux convergent massivement vers les savanes de l'Ouham-Péndé avant la fin des récoltes agricoles locales. Pour éviter les violents conflits agro-pastoraux nés de la destruction des champs, les éleveurs abandonnent les couloirs officiels pour s'engager dans des trajectoires d'évitement en zones enclavées. Les groupes armés exploitent cette détresse écologique : ils monnaient l'accès exclusif aux ressources en eau stratégiques et aux pâturages résiduels à travers une fiscalité parallèle.

Cependant, cette régulation de la crise écologique ne saurait être perçue comme un simple arbitrage neutre ou purement subi de la part des autorités coutumières. L'écologie politique du système révèle que l'intermédiation des Ardos relève d'une stratégie de survie sous contrainte armée. Conformément aux analyses de Vircoulon (2021) sur la vulnérabilité pastorale, ces chefs claniques subissent la pression asymétrique des milices, transformant leur rôle de « courtiers de la frontière » (Bierschenk & Olivier de Sardan, 2014) en une assignation forcée par la violence.

Si les Ardos convertissent leur légitimité traditionnelle en compétences informelles, cette bureaucratisation crépusculaire (Lund, 2006) constitue une réponse adaptative face aux menaces de représailles physiques. Leur participation à la routinisation de la zone grise ne traduit pas une complicité volontaire avec l'économie de guerre, mais une rationalité de la détresse face aux goulots d'étranglement mobiles. L'autorité coutumière se retrouve instrumentalisée comme une chambre d'enregistrement fiscale par les groupes armés, capturant leur légitimité pour stabiliser cet ordre prédateur.

Ce faisant, le changement climatique agit ainsi comme un multiplicateur de menaces qui surdétermine les choix géopolitiques des acteurs. Dans ces périphéries, le pouvoir ne se définit plus par un titre juridique ou une frontière linéaire, mais par la capacité à réguler les flux de mobilité : c'est le concept de souveraineté relationnelle ou spatiale. En contrôlant les points de passage obligés, les groupes armés voient leurs budgets d'autofinancement sécurisés par la détresse écologique des pasteurs, théorisée ci-dessous sous forme de boucle de dépendance.

Figure 2 : Schéma conceptuel du piège de la double contrainte (Climat vs Sécurité)



2.2. Économie informelle de la transhumance et souveraineté fragmentée

La transhumance s'appuie sur une chaîne d'acteurs interconnectés qui tirent profit de la défaillance des structures formelles de l'État. Le prélèvement financier n'est possible que parce qu'il s'appuie sur la technicité des collecteurs locaux et sur la capacité d'absorption de cash des commerçants, sous le contrôle coercitif des milices et la médiation sociale des *ArDOS*.

Tableau 1 : Matrice analytique des circuits informels de la transhumance (Nord-Ouest de la RCA)

Dimensions / Acteurs	Pasteurs Mbororo	Collecteurs Locaux	Groupes Armés (ex-3R)	Commerçants	Autorités Coutumières (<i>ArDOS</i>)
Rôle économique et d'échange	Production pastorale et fourniture du capital vif sur pied.	Intermédiation fiscale, pesée visuelle et enregistrement des flux.	Monopolisation prédatrice des axes et vente forcée de "droits d'accès" (racket de protection).	Achat en gros, injection de cash et exportation transfrontalière.	Arbitrage financier des litiges et perception de la dîme foncière.
Nature de la légitimité	Coutumière, clanique et basée sur les réseaux de parenté.	Hybride, par délégation de pouvoir des milices et des notables.	Purement coercitive, illégitime, basée sur la terreur et le monopole local de la violence armée.	Marchande, adossée au contrôle des circuits de capitaux régionaux.	Traditionnelle, reconnue par la communauté et tolérée par les milices.
Métrie des flux & Indicateurs	Troupeaux transfrontaliers de 50 à plus de 300 têtes.	Prélèvements systématiques de 1 000 à 5 000 FCFA par animal.	Contrôle permanent de 4 goulots d'étranglement routiers.	Plus de 500 bovins convoyés par semaine en haute saison sèche.	Gestion des conflits agro-pastoraux (accords à l'amiable).
Impact dans la zone grise	Subit la double contrainte (climatique et sécuritaire).	Stabilise l'extraction de la rente en évitant les blocages.	Pérennise l'économie de guerre locale en institutionnalisant l'insécurité et la dépendance.	Transfère la valeur ajoutée vers les élites urbaines.	Maintient la cohésion sociale minimale en l'absence d'institutions.

Source : Réalisation des auteurs (2026), par superposition des données d'enquêtes de terrain (juin 2023 - août 2025) et des bases de données géoréférencées secondaires de la MINUSCA (2024), OIM Centrafrique (2024-2025) et FAO (2024).

Ce système réticulaire transforme la contrainte sécuritaire en une routine marchande, prouvant que la zone grise s'organise comme un marché politique parallèle où la souveraineté se négocie à l'intersection du capital et de la force. Le croisement des données empiriques et secondaires permet de modéliser l'ampleur macroéconomique de cette fiscalité. Le corridor Nord-Ouest capte près de 70 % des 5 000 troupeaux transfrontaliers qui pénètrent chaque année en RCA. Sur la base d'une projection de 20 000 têtes de bétail transitant de manière hebdomadaire pendant les 24 semaines de la saison sèche active, le volume cumulé s'élève à environ 480 000 bovins par saison. L'application d'un taux de prélèvement médian de 3 000 FCFA par tête génère une rente financière annuelle globale estimée à 1 440 000 000 FCFA (env 2,19 millions d'euros). Cette captation s'avère économiquement soutenable pour les éleveurs. Rapportée à la valeur marchande d'un bovin (entre 250 000 et 450 000 FCFA), cette taxe informelle ne représente qu'une pression fiscale marginale de 0,7 % à 1,2 % par animal. Ce réalisme économique garantit la fluidité et la pérennité du corridor. L'extraction de cette plus-value, qui échappe entièrement au Trésor public, agit comme le carburant d'une économie de guerre et de redistribution locale, matérialisant la trajectoire historique théorisée par Charles Tilly (1985) où le racket de protection se transforme en un mode d'extraction fiscale durable.

Tableau 2 : Matrice de projection des volumes financiers annuels captés (Nord-Ouest de la RCA)

Paramètres d'évaluation / Scénarios	1. Scénario Prudent (Bas)	2. Scénario Médian (Réal)	3. Scénario Intensif (Haut)
Pression fiscale par tête (FCFA)	1 000 FCFA / bovin	3 000 FCFA / bovin	5 000 FCFA / bovin
Flux hebdomadaire projeté (Saison sèche)	15 000 têtes / semaine	20 000 têtes / semaine	25 000 têtes / semaine
Volume cumulé sur 24 semaines	360 000 têtes de bétail	480 000 têtes de bétail	600 000 têtes de bétail
Rente brute annuelle globale (FCFA)	360 000 000 FCFA	1 440 000 000 FCFA	3 000 000 000 FCFA
Équivalence financière (Devises)	~ 548 000 € / \$ 600 000	~ 2,19 Millions € / \$ 2,4 M	~ 4,57 Millions € / \$ 5,0 M
Impact sur la valeur marchande	0,3% à 0,4% du prix de l'animal.	0,7% à 1,2% du prix de l'animal.	1,5% à 2,0% du prix de l'animal.

Destination majeure des fonds	Financement de la logistique courante des barrières locales.	Financement pérenne des milices (ex-3R) et redistribution.	Économie de guerre lourde (militarisation et armement).
--------------------------------------	--	--	---

Source : Modélisation et calculs des auteurs (2026), à partir des données d'enquêtes de terrain entre juin 2023 et août 2025, et du recoupement thématique des données secondaires du CSNU (2024), FAO/PAM (2024-2025), MINUSCA/Concordis International 2024) et BM (2024).

L'analyse des intersections entre la pression fiscale et la valeur marchande révèle que, même dans le cadre du Scénario Intensif (5 000 FCFA/tête), la taxe ne capte jamais plus de 2 % de la valeur globale de l'animal. Cet étalonnage de la spoliation explique pourquoi ce prélèvement extralégal n'asphyxie pas le commerce transfrontalier, mais est intégré par les pasteurs Mbororo comme un coût transactionnel routinier permettant de sécuriser le transit. L'ordre observé dans la zone grise matérialise ainsi la stabilisation d'une violence structurelle où la survie dépend de la capacité à négocier les coûts de son propre assujettissement. Cet assujettissement routinier pose néanmoins la question de la pérennité politique d'un tel système face aux tentatives de régulation formelle de ce corridor. Si l'institutionnalisation d'un « Ticket Unique de Transit » répond à un réalisme pragmatique, elle soulève un dilemme éthico-politique majeur. En codifiant la rente extractive des milices (ex-3R et MPC), cette option s'expose au « piège de la légitimation » théorisé par Hagmann et Péclard (2010). Loin d'amorcer un retour à l'ordre légal-rationnel, rétrocéder contractuellement 50 % des prélèvements aux groupes armés risque d'ancrer durablement l'économie de guerre. Cette pérennisation financière offre une prime à la rébellion et transforme des entrepreneurs de la coercition en partenaires incontournables de la gouvernance (Tilly, 1985). À long terme, ce modèle consacre l'abandon des périphéries par l'État central et valide une souveraineté fragmentée où la sécurité devient une marchandise (Lund, 2006). Pour éviter de rationaliser le racket, cette option transactionnelle doit rester transitoire. Elle doit impérativement s'adosser à un mécanisme de mise sous séquestre des fonds par un tiers neutre international, garantissant que la rente extraite soit convertie en investissements de développement communautaire et non en capital militaire.

Cette vulnérabilité environnementale ne saurait toutefois occulter les fractures sociologiques internes qui traversent la communauté Mbororo, souvent perçue à tort comme un bloc homogène. La pression fiscale des milices exacerbe en réalité une stratification économique profonde entre les grands propriétaires de cheptels (proches des *Ardos*) et les bergers salariés (*gaynako*), pour qui la taxe informelle constitue une charge asphyxiante. De plus, la spoliation de l'économie laitière alimente une fracture générationnelle majeure : dépossédés de leurs

perspectives d'avenir, de nombreux jeunes Mbororo choisissent de s'émanciper de l'autorité coutumière vieillissante pour s'enrôler activement dans les groupes armés (Vircoulon, 2021). La zone grise n'est donc pas seulement un espace de confrontation intercommunautaire, mais le théâtre d'une recomposition des rapports de pouvoir internes au monde pastoral.

3.3. L'approche de genre : l'économie invisible du Kossam sous coupe réglée

L'analyse de l'économie politique de la transhumance ne peut se limiter à une approche macroéconomique globale ; il est indispensable de déconstruire les rapports de force internes selon le genre. L'évaluation menée auprès des actrices de la filière *Kossam* (lait frais) révèle l'ampleur d'une spoliation financière systémique et invisible. Historiquement, la commercialisation du lait constitue le vecteur exclusif d'autonomie financière et de subsistance des femmes au sein des campements (Boutrais, 1990). En saison sèche, une éleveuse Mbororo produit en moyenne 5 à 7 litres de lait commercialisables par jour.

Alors que le prix théorique sur les marchés sécurisés oscille entre 400 et 500 FCFA le litre, l'insécurité et la militarisation des couloirs provoquent un effondrement des cours locaux. La vente forcée aux intermédiaires masculins ou sur les marchés sous contrôle des milices s'établit à seulement 150 FCFA le litre. Ce manque à gagner représente une perte sèche moyenne de 1 750 FCFA par jour et par femme. À l'échelle d'une communauté de campement (30 femmes actives), la spoliation globale s'élève à près de 9,4 millions de FCFA sur l'ensemble de la saison sèche.

Ces capitaux confisqués ne quittent pas la sphère pastorale : ils sont directement réalloués par les chefs de famille masculins pour honorer les billets de transhumance et les taxes de passage exigés par les ex-3R. Ce phénomène crée un transfert de richesse forcé. L'économie invisible et traditionnelle des femmes subventionne ainsi directement l'effort de guerre, la rente pastorale masculine et le racket de protection.

Tableau 3 : Division de genre et impact de la gouvernance hybride

Genre	Rôle économique traditionnel	Vulnérabilité spécifique dans les zones grises	Impact de la gouvernance hybride
Hommes	• Gestion du cheptel vif. • Vente de bovins. • Négociation des couloirs.	• Racket aux barrières. • Enrôlement forcé. • Représailles physiques.	• Interlocuteurs principaux des groupes armés. • Intégration dans les circuits de taxation.

Femmes	• Traite du lait (Kossam). • Transformation (beurre). • Commercialisation locale.	• Violences basées sur le genre (VBG). • Perte de mobilité vers les marchés. • Spoliation des revenus laitiers.	• Marginalisation des circuits de décision. • Asphyxie des marchés périphériques.
---------------	---	---	--

Source : Élaboration des auteurs (2026), à partir des données d'enquêtes de terrain entre juin 2023 et août 2025, et du recoupement thématique des données secondaires de la MINUSCA/UNFPA (2024-2025), Békou (2024), FAO (2023), OIM (2024).

Si les hommes contrôlent le capital bovin sur pied, les femmes assument la gestion exclusive de la filière laitière, pivot de la sécurité alimentaire. Or, l'implantation de barrières informelles modifie drastiquement l'accès des femmes aux arènes marchandes de Kouï et Niem-Yéléwa. Contraintes de limiter leurs déplacements par crainte des violences basées sur le genre (VBG) documentées en zone rurale, les éleveuses sont fréquemment coupées des marchés urbains de transit.

Cette assignation forcée entraîne ce que nous qualifions de processus d'accumulation par dépossession pastorale. Les intermédiaires marchands (exclusivement masculins) profitent de cet enclavement pour racheter le lait à bas prix, transférant la valeur économique de la sphère domestique féminine vers les réseaux commerciaux hybrides contrôlés par les acteurs en armes. La stabilité relative de la gouvernance hybride se construit donc directement sur l'exploitation et la marginalisation de ces actrices économiques invisibles.

4. Conclusion et recommandations opérationnelles

L'analyse systémique des espaces frontaliers du nord-ouest centrafricain révèle que la transhumance s'est dépouillée de sa seule fonction de subsistance pastorale pour s'ériger en véritable infrastructure géoéconomique et géopolitique, pilier central d'un ordre territorial de substitution. Loin de matérialiser une anomie ou un vide institutionnel, le triangle Kouï-Niem-Yéléwa-Gaudrot fonctionne sous l'égide d'une gouvernance hybride et hautement prévisible. Au sein de celle-ci, la souveraineté se négocie quotidiennement à l'intersection de la force coercitive des milices, de l'efficacité transactionnelle des réseaux marchands et de la médiation coutumière des Ardos.

L'analyse du nord-ouest centrafricain démontre que la transhumance constitue une infrastructure géoéconomique au cœur d'une gouvernance hybride. Le stress écologique, objectivé par Landsat, pousse les Mbororo vers des corridors militarisés où s'organise un racket

annuel de 1,44 milliard de FCFA. Pour stabiliser ce territoire, les recommandations opérationnelles prônent un réalisme pragmatique : confier la gestion des forages solaires aux autorités coutumières et sécuriser l'économie laitière des femmes via des transferts financiers hybrides. L'approche intersectionnelle dévoile cependant l'asymétrie structurelle de cet agencement, dont la viabilité repose en grande partie sur un processus d'accumulation par dépossession pastorale, où l'économie laitière traditionnelle des femmes (*Kossam*) est captée de manière descendante pour subventionner l'effort de guerre et le racket de protection masculin.

Cette refonte des recommandations opérationnelles s'émancipe des approches normatives centrées sur la restauration hypothétique d'un État légal-rationnel pour s'inscrire dans le paradigme du réalisme pragmatique, proposant de subvertir les mécanismes de la prédation en capitalisant sur l'architecture même de la gouvernance hybride observée dans le nord-ouest centrafricain. L'ambition classique consistant à déployer des infrastructures hydrauliques entièrement démilitarisées se heurtant à la rationalité des groupes armés — pour qui tout point d'eau constitue une ressource géostratégique à capturer — la maîtrise d'ouvrage et la régulation des nouveaux forages solaires communautaires à grand débit doivent être confiées exclusivement aux autorités coutumières, en particulier aux Ardos. En exploitant leur position de courtiers de la frontière, ces chefs claniques sont en mesure de négocier des pactes locaux de non-agression avec les milices. Ils sanctuarisent ainsi l'accès physique à la ressource grâce à l'institutionnalisation d'une redevance d'usage prélevée à la tête de bétail par un comité pastoral local, dont une fraction contractuelle est légitimée comme compensation financière pour la sécurisation du périmètre par les forces locales.

Toutefois, transposer des solutions de rupture technologique dans une « zone grise » volatile exige de dépasser tout fétichisme numérique pour se confronter aux réalités infrastructurelles du nord-ouest centrafricain. Ainsi, si la dématérialisation des flux financiers de la filière laitière traditionnelle (*Kossam*) via le déploiement de protocoles de paiement par monnaie mobile offre une piste théorique séduisante pour contourner la spoliation physique aux barrières de contrôle, son opérationnalisation immédiate se heurte à des contraintes structurelles majeures : zones blanches de couverture réseau, analphabétisme fonctionnel et numérique, et asymétrie d'accès aux terminaux par les éleveuses Mbororo.

Plutôt qu'une transition numérique globale et abrupte, il convient d'envisager une phase pilote incrémentale. En nouant des partenariats techniques avec les grands négociants de bétail

sédentaires qui opèrent déjà comme des hubs financiers informels sur les marchés de Kouï et Niem-Yéléwa, des mécanismes hybrides de transfert « Phygital » (alliant cash de proximité et compensation numérique) pourraient être expérimentés. Les flux de capitaux, injectés de manière progressive sur des portefeuilles numériques sécurisés ou adossés à des systèmes de tontines communautaires gérées par des intermédiaires féminines lettrées, permettraient de sanctuariser l'épargne des productrices sans rompre brutalement l'économie matérielle locale. De la même manière, l'institutionnalisation d'un Ticket Unique de Transit de Corridor adossé à un compte séquestre international à la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) ne saurait être perçue comme une solution purement algorithmique ou magique. La centralisation des prélèvements sur un compte de dépôt spécial sous supervision fiduciaire internationale doit s'accompagner d'une gouvernance humaine et paritaire forte. La finance digitale doit ici servir d'infrastructure de transparence et non de substitut à la négociation politique.

L'activation des matrices de décaissement et la conversion de la rente en intrants civils nécessitent la création de comités locaux de suivi physiques, associant de manière paritaire les Ardos, les représentants des agriculteurs sédentaires et les agences internationales. En encastrant ainsi la technologie dans les structures sociales et coutumières existantes, ce modèle subvertit la rationalité prédatrice du racket pour en faire un levier transitoire et négocié de stabilisation territoriale.

Références bibliographiques

- **Altius, C., & Remayeko, A.** (2016). *Économie du Kossam et droits d'usage des femmes dans les systèmes d'élevage bovin en République Centrafricaine* (Rapport d'évaluation thématique,). FAO, Rome, 48 p.
- **Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P.** (Éds.). (2014). *States at work: Dynamics of African bureaucracies*. Leiden, Pays-Bas : Brill. doi.org, 456 p.
- **Boutrais, J.** (1990). Les savanes humides, dernier refuge pastoral : l'exemple des WoDaaBe, Mbororo de Centrafrique. *Genève-Afrique : Acta Africana*, 28(1), 65–90. Genève, Institut de hautes études internationales et du développement, Suisse, p. 14.
- **Concordis International.** (2024). *Transhumance frontalière et consolidation de la paix entre le Tchad et la République centrafricaine* (Rapport de programme transfrontalier,). Londres, 34 p.

- **De Bruijn, M.** (2007). Agency, vulnerability and adaptation of Sahelian pastoralists in the face of ecological and political crisis. *Journal of Contemporary African Studies*, 25(3), Londres, Royaume-Uni : Routledge. doi.org, 391–411
- **FAO.** (2024). *Rapport d'évaluation de la biomasse et du stress hydrique dans le bassin sahélien et le Nord de la RCA* (Note d'alerte environnementale), FAO, Rome, 28 p.
- **FAO / PAM.** (2025). *Rapport d'évaluation de la sécurité alimentaire et du suivi des prix sur les marchés à bétail de l'Ouham-Péndé (Koui, Niem-Yéléwa, Bocaranga)* (Rapport conjoint d'urgence). Bangui, 42 p.
- **Hagmann, T., & Péclard, D.** (2010). Negotiating Statehood: Dynamics of Power and Domination in Africa. *Development and Change*, 41(4), Oxford, 539–562.
- **Lund, C.** (2006). Twilight institutions: Public authority and local politics in Africa. *Development and Change*, 37(4), Oxford, 685–705.
- **MINUSCA / FAO.** (2024). *Rapport conjoint sur la dynamique des conflits transfrontaliers liés à la transhumance en République centrafricaine*. Bangui, 56 p.
- **Nations Unies.** (2024). *Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit en application de la résolution 2693 (2023)* (Document officiel du Conseil de Sécurité S/2024/432.). Secrétariat général des Nations Unies, New York, États-Unis, 68 p.
- **Tilly, C.** (1985). War making and state making as organized crime. Dans P. Evans, D. Rueschemeyer, & T. Skocpol (Éds.), *Bringing the State Back In* Cambridge, p. 169–191.
- **Vircoulon, T.** (2021). *Les Peuls Mbororo dans le conflit centrafricain : De la vulnérabilité au pastoralisme armé* (Notes de l'Ifri, Collection Sub-Saharan Africa Program), Institut français des relations internationales (Ifri), Paris, 32 p.